

Vestiges d'Égypte et haine d'autrui

Comment les Égyptiens ont-ils fait pour se retrouver devant un dilemme aussi cruel d'avoir à choisir entre une dictature annoncée, celle des «Frères» musulmans, et une tyrannie ancienne, incarnée par un baron du régime honni. À moins que le candidat de gauche, annoncé en troisième position dans le classement de voix, ne vienne brouiller les cartes en se qualifiant in extremis pour le second tour. Ce qui obligerait les Égyptiens à faire clairement le choix de l'avenir, ou du passé, mais le prochain duel devrait opposer le candidat du système et le vieux complice du système. Dans les deux cas, il s'agit d'un retour en arrière inexplicable et tragique, si on élimine l'acte d'envoûtement collectif en isoloirs, et la fraude électorale plus que probable. La manipulation des résultats n'étant pas avérée, bien que soupçonnée, on en est réduit à penser que les Égyptiens ont opté pour la marche à reculons. Et là, il faut introduire cette nuance de taille : plus de la moitié des électeurs ont boudé les urnes. Ce qui est une donnée importante pour mieux apprécier le niveau d'inconscience, ou l'intensité de la crise de masochisme, de l'électorat.

Que proposera-t-on aux Égyptiens les 16 et 17 juin prochain ? D'un côté, il y aura le candidat des «Frères» qui prédit un mandat présidentiel idyllique, avec le paradis à la clé pour

les fidèles électeurs. Toutefois, Mohamed Morsi se garde bien de vouloir tordre le cou à la démocratie, une fois élu. Il n'entend pas faire taire les voix discordantes et ne s'engage pas à changer les habitudes alimentaires et vestimentaires des Égyptiens. Ce baratin-là marche ailleurs, chez les peuples aux élites ralliées ou trop timorées pour se poser en alternative. Le candidat islamiste Mohamed Morsi glose même sur la démocratie, et sur les moyens de la renforcer, il faut bien rassurer les nouveaux alliés américains. Ce n'est pas un hasard, si le *Washington Post*, relayé par les médias égyptiens, a salué samedi l'arrivée en tête de Mohamed Morsi et s'est montré rassurant sur l'avenir de la démocratie en Égypte. Mieux encore, Saadeddine Ibrahim, directeur de l'Institut Ibn-Khaldoun du Caire, qui s'inquiétait il y a quelques semaines de l'éventualité d'un pouvoir islamiste, exulte.

Sur la chaîne satellitaire Sada-al-Bilad, lancée après la chute de Moubarek, il revendique sa part du gâteau, sa parcelle de gloire dans la victoire islamiste inéluctable. Du temps de Moubarek, dit-il, les «Frères musulmans» m'ont demandé de leur servir d'intermédiaire avec le gouvernement américain, mais Washington avait refusé. «Je suis l'architecte de cette nouvelle relation des «Frères musulmans» avec l'Occident. Je

les ai présentés à tous les pays européens, et aux Occidentaux en général.» Face à Mohamed Morsi, nous avons l'ancien Premier ministre du régime, Ahmed Chafik, qui aurait les faveurs du Haut-Conseil militaire. Malgré sa promesse de gascon de rompre avec les habitudes du temps de Moubarek, le candidat des «vestiges» (al-fouloul) a contre lui son passé, et surtout la loi sur la mise à l'écart (Azl). Cette loi, promulguée en avril dernier par le Haut-Conseil militaire, interdit aux anciens collaborateurs de Moubarek d'être électeurs, et surtout éligibles, ce qui est le cas de M. Chafik.

Or, par un tour de passe-passe politico-juridique, la loi a été mise sous le boisseau par saisine du Conseil constitutionnel égyptien, qui ne se prononcera qu'après le second tour de la présidentielle. Ce qui a permis ainsi à Ahmed Chafik de franchir l'écueil de la validation des candidatures et de devenir président en cas de victoire électorale. Comme quoi, nous avons toujours à apprendre des Égyptiens, surtout en matière de coups tordus. Pour l'heure, il s'agit de savoir ce qu'il faudra faire si la loi sur la mise à l'écart est déclarée constitutionnelle après l'élection du président. Une majorité de juristes affirme que s'il était élu, Ahmed Chafik devrait se démettre, mais d'autres soutiennent qu'il sera couvert par son immunité présiden-

tielle. Quant aux jeunes de la place Al-Tahrir, qui ont fait la révolution, ils ne sont plus d'actualité mises à part les condamnations des derniers agitateurs et les chroniques de *Ala Aswani* qui continue à y croire. Un autre «vestige» moins compromis, Hassaneïn heykal avait prédit, au lendemain du 25 janvier 2011, qu'on ne retrouverait aucun des jeunes acteurs de la révolution sur les listes des élections. L'avenir lui a donné, en effet, raison, tout comme il a conforté les appréhensions de la communauté copte qui a choisi Chafik comme valeur refuge. Cependant, la presse égyptienne d'opposition est persuadée que tous les courants politiques, y compris les plus hostiles à l'islamisme, vont se liguier contre le retour des «vestiges».

Ce qui confirmerait l'avancée irrésistible de l'hiver islamiste dans les pays arabes, sauf en Algérie où il est déjà installé dans l'attente du dégel. On en a eu la preuve, samedi dernier, lors de la rencontre-débat réunissant Addi Lahouari et Abderrahmane Hadj-Nacer, et animée par notre confrère Nouredine Azzouz. Le débat autour du thème «Réflexions sur une nation en construction» a été d'excellente facture, concision et précision du propos ayant joué pleinement leur rôle. A l'encontre de l'idée reçue, et d'inspiration religieuse, selon laquelle l'homme est «foncièrement bon», Addi Lahouari s'est



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

évertué à dire le contraire en expliquant que seul un État de droit pouvait dissuader, canaliser l'homme «foncièrement mauvais». Il a aussi mis en cause la haine de l'autre comme frein à l'émergence d'un véritable État de droit, où serait consacrée la séparation du religieux et du politique. Immédiatement après, un membre de l'assistance a donné raison au sociologue en manquant ouvertement de respect aux dames non voilées présentes dans la salle. Le monsieur qui s'exprimait en arabe classique a utilisé le terme de «moutabaridja» pour celles qui ne portent pas le hidjab. Or, volontairement ou involontairement, l'intervenant a fait sien le terme en vigueur, et non dénué de mépris, utilisé par les islamistes. Pour ces derniers, la femme non voilée est une femme qui s'exhibe pour séduire l'homme. Je suppose qu'avec un système pileux plus abondant, et avec l'évolution en cours, notre homme traitera bientôt de p... l'assistance féminine non voilée.

A. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le destin exceptionnel de la main levée !

Réponse cinglante de Amar Ghoul à Soltani :
c'est ici que nos...

... routes se séparent !

Beau moment de synchronisation quasi parfaite à l'installation de la «nouvelle» Assemblée nationale. Les «bons» députés ont levé la main pour élire... pour appliquer la consigne de vote en faveur de Larbi Ould-Khelifa. Et les «mauvais» députés ont eux aussi levé la main, brandissant en son bout un carton rouge dénonçant la fraude supposée du 10 mai. Ça y est ! Le nouveau Parlement a ainsi entamé son boulot, la seule tâche pour laquelle il a été mis là, celle de lever la main au signal, d'où que provienne ce signal. Juste une remarque tout de même. Un petit couac en technicolor : les coléreux députés de l'Alliance Verte ont brandi des pancartes de couleur rouge. Une couleur fortement connotée de gauche, même si les puristes du gazon vert objecteront que l'allusion colorée visait le symbole de l'antijeu total en football, le carton rouge. Mais bon, un carton vert avec des gros mots de colère griffonnés dessus aurait très bien pu faire l'affaire et inscrire d'emblée cette Assemblée dans un code des couleurs conforme aux écuries. Au-delà de cette faute de goût, reste l'assurance assumée d'une continuité parlementaire palpable. Cette APN-là va lever le bras, comme ses devancières. C'est important pour notre psyché qu'il ne soit pas brutalement dépaycé. Nous

sommes tellement conditionnés par les images champêtres de forêts de bras tendus vers le ciel que si ce cérémonial n'avait pas été respecté d'entrée, nous aurions éprouvé quelque malaise forestier face à un déboisement inattendu et traumatisant. Alors que là, non ! La forêt est là, constante nationale increvable et promotrice d'un entretien musculaire des bras et avant-bras sérieux, méthodique et sanitairement salubre pour l'activité cardio-vasculaire. Et en même temps, cette présence rassurante de la forêt luxuriante au 18 boulevard Zighoud-Youcef n'exclut pas un petit bonus de diversité, un brin de fantaisie. N'était-il pas touchant de voir Amar Ghoul, de l'Alliance Verte zyeuter le bout de ses chaussures de chantier au moment précis où ses frères brandissaient leurs cartons rouges ? Statutairement, on ne peut rien lui reprocher. Comme les autres collègues, il a levé le bras. Certes, pas pour agiter le carton rouge. Mais pour voter Ould-Khelifa. Qu'importe finalement le timing du levage de bras, yek ! Il suffit juste de savoir que cette mandature sera respectueuse de tout le respect dont elle est capable envers un principe cardinal de la géophysique algérienne : un corps en station debout tombe moins rapidement au sol si l'un des bras rattaché à ce corps est levé. Si les deux bras le sont, en même temps, la forêt algérienne est alors assurée de beaux jours devant elle. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.